

« Il y a de bonnes raisons de trouver la société française très inégalitaire ». Entretien avec Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités.

19 novembre 2014



Plus des trois quarts des personnes interrogées dans une enquête de la Sofres pour la fédération des PEP [1] considèrent que la société française est inégalitaire. Une proportion quasi identique juge que cette société ne permet pas à chaque individu « de trouver la place qu'il mérite et de réaliser ce qu'il souhaite dans la vie ». Ces chiffres vous surprennent-ils ? Cette perception très négative est-elle conforme à la réalité ?

La réponse doit être plus que nuancée. Comme le disait très bien Alexis de Tocqueville, au XIX^e siècle, on se sent inégaux, parce que l'on est proches et que l'on peut se comparer : *« quand l'inégalité est la loi commune d'une société, les plus fortes inégalités ne frappent point l'œil ; quand tout est à peu près de niveau, les moindres le blessent. C'est pour cela que le désir de l'égalité devient toujours plus insatiable à mesure que l'égalité est plus grande. »* La société française est très loin d'être parmi les plus inégalitaires. La France est l'un des pays où le taux de pauvreté est parmi les plus faibles au monde, après les pays nordiques, grâce à un modèle social de qualité. Nous, Français, avons une relation un peu particulière avec ce terme d'« égalité ». Notre République l'affiche sur ses frontons, ce qui suscite des attentes bien plus aiguës qu'ailleurs.

Une autre explication, plus prosaïque, est que l'on est toujours « en-dessous » de quelqu'un : chacun peut se sentir lésé par rapport à une frange supérieure de la population.

Enfin, il y a de bonnes raisons de trouver la société française très inégalitaire : derrière les discours officiels, se cache une société très formaliste, très segmentée. Très hypocrite, par exemple dans le domaine de l'éducation, ou plus généralement vis-à-vis des milieux populaires, peu diplômés.

En matière d'inégalités, il y a donc le discours officiel d'une part, et la réalité sociale de l'autre. Comment évaluer ce qui les sépare ?

Il s'agit d'un grand écart. Et ce qui choque les citoyens, ce sont moins les inégalités réelles que l'écart entre les objectifs affichés, les aspirations que cela suscite, et la réalité qu'ils vivent au quotidien.

Notre système éducatif est sans doute l'institution où cet écart est le plus grand. Derrière le paravent de « l'égalité pour tous », nous avons un système scolaire hypercompétitif, qui fonctionne sur le mode du marché. Une sorte de « néolibéralisme scolaire » pourtant souvent défendu à gauche : que le meilleur gagne. Pour ceux qui s'en sortent, le diplôme les suit toute leur vie. Et on les choisira en fonction de ce titre, y compris pour un poste sans rapport avec le diplôme obtenu. Pour les autres, c'est « malheur au perdant ». Rares sont ceux qui auront droit à une deuxième chance, par exemple par le biais de la formation professionnelle.

J'ajoute que les injustices (milieu social, origine ethnique, lieu de résidence, sexe...) se cumulent au point de rendre le discours officiel complètement décalé pour une partie de la population, la moins favorisée. Pour les enfants d'ouvriers des cités, il est totalement inaudible. D'où la montée de tensions à bien des niveaux.

Les difficultés d'accès à l'emploi, au logement et aux soins sont identifiées dans cette enquête comme les sources d'inégalités les plus répandues. Ce trio – et son ordre – correspondent-ils aux résultats des travaux et enquêtes menées par l'Observatoire des inégalités ?

Il est curieux que les revenus, qui sont généralement perçus comme le domaine où les inégalités sont les plus répandues, n'aient pas figuré dans cette enquête parmi les réponses possibles.

La crise, et la peur qu'elle suscite chez tout le monde, y compris parmi ceux qui sont épargnés, expliquent que l'emploi soit si fréquemment cité. Depuis le milieu 2008, le nombre de chômeurs a augmenté de deux millions, il a été multiplié par 1,6 ! La situation vécue par les personnes peu qualifiées dans notre pays est dramatique et les diplômés restent largement à l'abri. On l'oublie trop souvent.

Les conditions d'accès au logement sont diamétralement opposées selon que l'on fait partie des moins favorisés, des jeunes ou que l'on appartient aux générations plus anciennes, qui ont fini de rembourser leur emprunt.

S'agissant de la santé, les sondés font erreur. Bien sûr, l'accès aux soins demeure inégal, pour ceux qui sont les plus coûteux. La France reste pourtant l'un des pays où l'on soigne le mieux, notamment les personnes démunies. On n'en a plus forcément conscience. Les inégalités face à la culture par exemple, domaine peu cité, sont, en réalité, bien plus criantes. Mais la sensibilité à ce sujet est bien moins grande : parce que l'accès de tous aux soins est une valeur largement partagée.

Parmi les publics particulièrement fragilisés par les inégalités figurent les personnes d'origine étrangère. Pourtant, l'échantillon interrogé par la Sofres n'est pas tendre à leur égard... Que pensez-vous de cette autre forme d'inégalité ?

Un sondage est le reflet, à un moment donné, d'un climat général et pas de valeurs profondes. Un climat anti-immigrés s'est généralisé, à des degrés divers, bien au-delà de l'extrême droite. Dans une situation de crise sociale majeure, on reporte ses difficultés sur les minorités les plus fragiles : les « assistés », les immigrés, les gens du voyage... Il ne faut pas tomber dans l'angélisme : s'intégrer dans une société, ce n'est pas facile. Mais, en même temps, ces boucs émissaires sont bien facilement livrés au bon peuple. Cette démagogie, qui dépasse désormais de loin l'extrême droite, fait parfois honte à nos valeurs républicaines. On devrait, par exemple, se rappeler qui a construit la France glorieuse de l'après-guerre. La pente suivie aujourd'hui me semble extrêmement dangereuse : on ne voit pas où la surenchère va s'arrêter.

Pour autant, les valeurs fondamentales de la société française n'évoluent pas de la même façon. Alors qu'à la fin des années 1990 on baignait dans un multiculturalisme autant béat qu'absurde (l'effet « coupe du monde »), on penche dans l'autre sens. Au fond, l'immense majorité des Français reste hostile aux discriminations, au racisme.

La première moitié du quinquennat de François Hollande a-t-elle permis de réduire les inégalités ?

Là encore, l'écart entre le discours et les faits est immense. Le candidat a suscité d'énormes attentes : « le changement, c'est maintenant »... Le plus terrible, c'est que ce slogan semble dérisoire à presque tout le monde aujourd'hui. La gauche avait tous les pouvoirs, elle a tout gâché : pas de réforme fiscale, presque rien sur l'école, un pauvre plan de lutte contre la pauvreté. On continue à faire semblant, mais le pouvoir a cédé sur tous les tableaux hormis le mariage homosexuel.

Faire des économies sur l'argent public, c'est bien. Les reverser sous forme de baisse d'impôts aux entreprises et aux ménages, c'est se tirer une balle dans le pied. La France avait les moyens à la fois de réduire les déficits et de moderniser l'offre des services publics. Offrir plus de crèches, une école de qualité, des soins mieux remboursés, de la sécurité dans les quartiers sensibles ou un minimum aux jeunes sans moyens : voilà qui aurait eu un impact majeur sur les inégalités.

Propos recueillis par Jean-Baptiste de Montvalon. Extrait du [Monde](#) du 17 novembre 2014.

[1] « La perception par les Français des inégalités dans la société, Premier Baromètre de « la Société inclusive » » à l'initiative de la Fédération Générale des Pupilles de l'enseignement public, réalisé par TNS Sofres en partenariat avec Le Monde, octobre 2014.

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Entretiens](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Il-y-a-de-bonnes-raisons-de-trouver-la-societe-francaise-tres-inegalitaire>